Le Conseil de paix pour Gaza se réunit pour la première fois – Le problème du désarmement du Hamas reste entier

Le Conseil de paix (Peace Board), créé et présidé par le président américain Donald Trump, s'est réuni pour la première fois jeudi 19 février dans la capitale américaine Washington. Les discussions ont porté sur la reconstruction prévue de la bande de Gaza, fortement dévastée par la guerre d'Israël contre le Hamas. Comme Trump l'a ensuite expliqué, sept milliards de dollars (5,4 milliards de francs) ont déjà été promis pour le fonds de reconstruction prévu par les nations représentées au sein du Conseil de paix, à savoir les Emirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Koweït, le Maroc, le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan. De leur côté, les Etats-Unis injecteront 10 milliards de dollars supplémentaires (7,75 milliards de CHF). C'est ce que rapporte l'agence de presse Reuters. Dans un nouveau rapport, la Banque mondiale, l'UE et l'ONU estiment le coût de la reconstruction de Gaza à 53 milliards de dollars (41 milliards de francs).

En ce qui concerne la Force internationale de stabilisation (International Stabilization Force ISF) prévue, l'Indonésie, le Maroc, le Kazakhstan, le Kosovo et l'Albanie ont assuré leur participation avec « des milliers de soldats ». Dans un avenir proche, l'ISF devrait prendre le relais de l'armée israélienne Tsahal dans la surveillance de la paix à Gaza. Mais avant cela, l'organisation terroriste Hamas doit être entièrement désarmée. On ne sait toujours pas comment et par qui cela doit se faire. Selon le diplomate bulgare Nickolay Mladenov, qui a été chargé par le Conseil de paix de mettre en œuvre le plan de paix en 20 points en tant que « Haut représentant pour Gaza », l'Egypte, la Turquie et le Qatar se sont mis d'accord sur un plan de désarmement. Ce plan devrait être prochainement soumis aux groupes terroristes de Gaza (Hamas et Djihad islamique palestinien). Jusqu'à présent, le Hamas a toujours déclaré qu'il n'était pas prêt à rendre toutes ses armes. En Israël, on estime donc depuis longtemps que Tsahal devra finalement assurer le désarmement des organisations terroristes à Gaza. Maintenant que ces dernières ne détiennent plus d'otages du massacre du 7 octobre 2023, l'armée israélienne aurait plus de marge de manœuvre que par le passé.